

# Mi-temps de la crise.

## Expériences, questions, anticipations

Étienne Balibar

### *Interval of the Crisis. Experiences, Questions, Anticipations<sup>1</sup>*

**Abstract:** Written in the midst of the pandemic in 2020, this article aims to interrogate the current period of crisis and its challenges from the double meaning of the Greek term, thus highlighting the close links between medicine and politics. In the first part, the contribution focuses on the emergence of protests against state racism in the United States and on the “Black Lives Matter” movement, which is interpreted as a resurgence in nowadays politics and considered revolutionary in its radical non-violent character. The second part concentrates on public health services. In this context, the health crisis appears to be an opportunity to question the need for a welfare state at the present time and reveals the tension between the vertical logic of the state and the horizontal logic of the commons. The article concludes with a reflection on the economic crisis and its social consequences with the purpose of questioning the future of neoliberal capitalism and the catastrophic effects of industrial civilisation on the environment.

**Keywords:** Pandemic; Politics; Public Service; Neoliberalism; State.

*Le temps pour comprendre.*  
Jacques Lacan

“Crise”: tel est donc le nom généralement admis pour ce que nous sommes en train de vivre. Mais que veut-il dire? Est-ce que, d’ailleurs, il peut avoir le même sens pour tous, indépendamment de nos professions, de notre âge, de notre sexe ou de notre race, du pays où nous vivons et finalement de notre place dans le monde? Est-ce qu’il conserve aujourd’hui le sens que

---

\* Département de Philosophie, Unité de recherche Sophiapol, Université Paris Nanterre (etiennebalibar@orange.fr; ORCID: 0000-0003-1754-8200).

<sup>1</sup> Ce texte est l’adaptation française développée de ma conférence pour la London Critical Theory Summer School 2020 Virtual Programme, Institute for the Humanities, Birkbeck College, London, 3 juillet 2020. [NdÉ. Il est paru dans la revue *AOC – Analyse Opinion Critique* en trois livraisons successives en 2020. La traduction italienne réalisée par G. Carrozzini a été publiée sous le titre *Al cuore della crisi* chez Castelvechi Editore en 2021. Nous remercions l’auteur pour l’accord donné à sa publication].

lui avaient conféré ses usages historiques antérieurs, constamment renouvelés depuis que la pensée grecque classique a fait de la *krisis* une grande catégorie de la médecine et de la politique? Rien n'est moins sûr mais – il est intéressant de le noter ici d'emblée – les deux usages originels, entre lesquels régnait une analogie liée à l'idée d'une urgence appelant une décision, semblent aujourd'hui devoir en quelque sorte fusionner en une figure unique. Un des objectifs de cette conférence sera de remettre en jeu la signification de ce que nous appelons une "crise", en tirant avantage (mais aussi en courant le risque) de ce qui est essentiellement une *expérience incomplète*, donc intrinsèquement équivoque. Le "moment de conclure", comme disait Lacan, n'est évidemment pas arrivé, bien qu'il nous importe essentiellement, vitalement, de chercher à penser ce qui nous arrive. Je ne veux pas, cependant, dissenter abstraitement sur ce point, et j'essaierai plutôt d'en dégager quelques déterminations qui me semblent incontournables en effectuant les détours nécessaires pour y parvenir.

J'examinerai successivement trois points, associant chaque fois une question générale et le rappel d'un trait saillant de notre expérience actuelle, singulière et contingente. Je commencerai par la fin: savoir *ce que devient la politique dans la crise*, en prenant pour témoin le surgissement inattendu des manifestations contre le racisme d'État aux États-Unis et ailleurs, et le sens qu'on peut conférer au fait que le mot d'ordre "Black Lives Matter" résonne ainsi à travers le monde en proie à la pandémie. Je ne dis pas que cela change tout, mais quand même... Je continuerai en discutant de l'importance des "services publics" (en particulier bien entendu des services de santé publique), dont la redécouverte à l'occasion de la crise sanitaire et l'unanimité dont ils font l'objet n'en recouvre pas moins, semble-t-il, une opposition de principe et de normativité entre deux "idées" directrices: celle de l'État, et celle du Commun. Enfin je me tournerai vers la question de la crise économique, dont la violence annoncée sera d'autant plus grande qu'elle n'est pas *purement* économique, et j'évoquerai le débat qui se développe dans les cercles de pensée critique à propos de l'avenir du capitalisme "néolibéral", où il fait l'objet d'anticipations opposées entre elles, à partir de prémisses pourtant en partie communes. Chacune de ces questions appellerait évidemment de longues discussions, respectueuses de leur complexité, dont ce n'est pas ici le lieu. Leur choix n'est pas arbitraire à mes yeux, mais ne prétend nullement à l'exhaustivité. Il n'est même pas certain que j'en aie toute la compétence. Mais je ne veux pas me dérober à l'urgence qui nous est commune et qui dicte, en quelque sorte, le programme de notre "symposium" virtuel. Je tenterai donc, à mes risques et périls, d'esquisser quelques analyses et de dessiner un cadre d'interprétation.

\*\*\*

Ainsi que j'ai déjà eu plusieurs fois l'occasion de le dire, il me semble que ce qui commande en ce moment toutes nos réflexions et propositions est la conscience qu'il faut avoir de *l'incertitude absolue* de la situation où nous sommes, et dont tout montre que la fin n'est pas proche. Cette conscience s'impose d'autant plus que, conformément à la nature même d'une "pandémie", mondiale par définition, nous voulons voir les choses à l'échelle de toute la planète. Dans le monde, tout près ou très loin (ces distances ayant une signification symbolique plutôt que réelle, dès lors qu'on vient de Chine ou du Brésil en quelques heures, sans trop savoir de quoi l'on est "porteur"), le développement du Covid-19 se poursuit, il n'a même pas atteint son maximum. Là où la contamination a été à peu près contrôlée (souvent à un coût humain très élevé), le virus continue de circuler et provoque à l'occasion des recrudescences. Ailleurs l'infection est en pleine augmentation. Les frontières que l'on a reconstituées ou fortifiées ne constituent manifestement que des obstacles imparfaits et provisoires à sa propagation. Les remèdes et les vaccins (qui donnent déjà lieu à une féroce concurrence et à une surenchère d'annonces publicitaires) ne sont toujours pas en vue. Tout cela entretient l'incertitude et l'inquiétude. Mais celle-ci vient aussi du fait que la crise économique, dont personne ne doute qu'elle sera violente (certaines parties du monde, certaines activités, certaines classes sociales étant, en réalité, déjà frappées), n'a pas encore dévoilé ses caractéristiques<sup>2</sup>. En Europe particulièrement (où je continuerai de compter la Grande-Bretagne) elle est contenue – mais pour combien de temps? – par un train de mesures "exceptionnelles" de politique monétaire et financière (j'y reviendrai plus loin): mais le débat déjà fait rage quant à la question de savoir comment ces mesures pourront être supportées ou remboursées par des économies nationales que menacent une avalanche de "programmes sociaux" et de faillites, consécutives à l'interruption des opérations commerciales et à la rupture des chaînes de valeur... Ce qui veut dire aussi que pour des millions de gens la vie va devenir très incertaine, cette fois au sens des moyens d'existence, avec des effets moraux et politiques que peut-être nous ne soupçonnons même pas. Toutes raisons qui font que je me méfie énormément de ce qu'on pourrait appeler les exercices de "résolution anticipée de la crise", dont les exemples pourtant foisonnent.

D'autre part (mais ceci n'est au fond que la même idée, exprimée dans des termes plus spéculatifs) je suis persuadé que toute interprétation de

---

<sup>2</sup> Tooze (2020) affirme que "we've never seen a shock like this on this scale, of this suddenness, of this sharpness, and this generality across the entire world economy".

notre situation *in tempore reali* doit prendre en compte les déterminations contradictoires qui se présentent simultanément, et se garder d'atténuer leur conflit. Observant le développement de la crise en même temps que nous la vivons, cherchant à la fois à mobiliser les ressources théoriques que nous avons en réserve et à apprendre de la crise elle-même comment nous en servir, nous nous trouvons écartelés entre des *orientations contraires*. Par exemple nous nous rendons compte que c'est un passé ancien, voire très ancien qui resurgit lorsqu'une grande épidémie force une société (et *a fortiori* le monde entier) à suspendre ses activités et à confiner ses membres, ce pourquoi les historiens et les anthropologues mettent nos réactions en regard de celle des contemporains de la Peste Noire ou de la Grippe "espagnole". La comparaison se fait sur toute l'étendue de l'espace planétaire, mais aussi sur tout le cours de l'histoire (occidentale au moins)<sup>3</sup>. Mais au même moment, dans un contexte que la catastrophe écologique en cours a déjà transformé irréversiblement, la découverte du fait que l'origine de la pandémie est très probablement dans le franchissement d'une "barrière d'espèces", par un virus qui profite ainsi des conséquences de la destruction des derniers espaces vierges de la planète, nous fait pressentir que nous vivons *déjà* dans un monde à venir, où l'existence sera rendue très difficile en particulier par les conséquences du productivisme agricole et industriel. On nous dit aussi que ce monde sera (pour certains au moins) celui du "télétravail" (et du téléenseignement) généralisé, auquel soudain la pandémie apporte un coup de fouet décisif... Vivons-nous donc un retour au passé, ou une initiation au futur? Aussitôt, cependant, nous sommes amenés à nous dire que tout jugement sur ces événements "globaux" risque d'être faussé par un point de vue purement européen et eurocentrique. Vue d'Afrique, cette combinaison d'archaïsme et de futurisme n'apparaîtrait probablement pas aussi paradoxale, puisque le développement de "zoonoses" meurtrières n'y est pas quelque chose de nouveau, et que cette expérience déjà longue semble y avoir développé un savoir collectif que nous n'avons pas des moyens de protéger une population, en dépit de la misère des équipements médicaux. A coup sûr donc la crise n'efface pas les différences locales et culturelles, mais elle juxtapose violemment les contagions planétaires et les effets de territoire, comme dirait Bruno Latour. Nous voyons enfin les réactions de nationalisme et de xénophobie se heurter à d'intenses sentiments de *voisinage* et de solidarité avec le "prochain" dont

---

<sup>3</sup> Dans une étude très intéressante, publiée peu après le début de la pandémie, Jérôme Baschet (spécialiste de l'histoire du Moyen-Age et compagnon fidèle des "Zapatistes" du Chiapas), a aussi évoqué les effets génocidaires sur les populations du continent américain des germes "européens" apportés par les conquistadores (Baschet 2020).

les frontières, les trajets se redessinent. En somme (j'essayerai d'y revenir en conclusion), la crise affecte en profondeur la psychologie des sujets humains que nous sommes, faisant l'épreuve de la vulnérabilité aussi bien que celle de la dépendance mutuelle et des antagonismes. Mais elle nous oblige d'autant plus à *objectiver notre condition*. En particulier elle nous amène à nous voir comme les membres d'une seule et même *espèce humaine*: cette notion cesse pour de bon de ne désigner qu'une entité morale ou une similitude abstraite de notre héritage génétique, elle en vient à désigner une *population* ou une "multitude" effectivement unifiée. Pour autant, la politique et l'éthique de cette multitude, donc la façon dont elle devrait se gouverner ou se laisser gouverner dans son propre intérêt par quelque autorité universelle ou planétaire, demeurent totalement énigmatiques<sup>4</sup>.

Gardant à l'esprit ces prémisses, j'essayerai maintenant d'aborder dans l'ordre les trois questions que j'avais annoncées.

## **1. La politique revient comme on ne l'attendait pas**

Je le dis tout de suite, pour moi la révolte en cours aux États-Unis des citoyens Noirs contre les violences policières et les crimes impunis (couverts par l'État) dont ils sont les victimes, à la suite du meurtre de George Floyd, à laquelle le mouvement "Black Lives Matter" a fourni son langage et son impulsion, n'a rien d'un événement *local*. Ce n'est pas seulement un des mouvements sociaux les plus significatifs de la période actuelle, avec de profondes racines dans l'histoire américaine, c'est un événement qui vient *en temps réel* modifier toute notre compréhension de la crise sanitaire et de ses implications pour la cité. Dans mon langage (dont je n'ai pas le monopole), ce mouvement a le caractère d'une *insurrection*: soulèvement en masse de citoyens ordinaires contre un ordre social insupportable enraciné dans les institutions et les représentations, pour exiger des changements radicaux ("spirituels" aussi bien que "matériels") dans la constitution de la société. Ils n'acceptent plus de voir, de génération en génération, certains citoyens soumis par le système et la "gouvernementalité" dominante à l'arbitraire, au mépris et à la violence des autres. Bien sûr cette insurrection peut échouer à atteindre tous ses objectifs, qui se précisent au fur et à mesure, elle peut être l'objet d'une brutale répression: cela dépendra entre autres des conditions que va créer le développement de la crise elle-même. Mais sa puissance a fait voler en éclat des représentations et des pratiques invétérées. Il est certain qu'il y aura un avant et un après 2020 dans l'his-

---

<sup>4</sup> Voir les propositions volontairement "utopiques" de Chemillier-Gendreau (2020).

toire de la civilisation américaine (qui influence le monde entier). C'est pourquoi je dis que les participants du mouvement sont des "insurgés", au sens historique et politique du terme.

Plusieurs aspects doivent immédiatement nous frapper. Le premier, c'est le caractère essentiellement *non-violent* de ce mouvement (car je ne considère pas comme faisant partie du mouvement, qui les a massivement désavouées, quelques brutalités au cours des manifestations, en réponse à celles de la police, et surtout je ne considère pas comme telles les "pillages" et les destructions de propriété matérielle, qu'il est obscène de comparer à des violences contre des personnes). Dans une terminologie dont je m'étais déjà servi il y a quelques années, je dirai que ce mouvement *civique* effectue aussi une démonstration de *civilité*, parce que son but est de contrer *par d'autres moyens* la violence systémique qu'incarnent les actions meurtrières des forces de police contre les Noirs et plus généralement les personnes de couleur. Suivant les analyses de Bernard Harcourt, nous pouvons ici rappeler que la militarisation de la police américaine a franchi de nouveaux degrés dans la dernière période: c'est pourquoi les appels des manifestants à "dissoudre" les unités de police racistes (désormais formulés dans le vocabulaire de l'*abolition* qui renvoie à la lutte historique contre l'esclavage) visent aussi plus généralement les structures d'extrême violence qui font corps avec les inégalités et les discriminations dans toute la société<sup>5</sup>. Mon hypothèse est que cette politique de civilité ou d'*anti-violence* est l'une des plus révolutionnaires qui soient dans le monde d'aujourd'hui, où la violence structurelle est omniprésente.

Mais d'autres traits du mouvement ont une portée révolutionnaire. Il s'agit bien d'une "révolution culturelle", qui par beaucoup d'aspects fait penser à la vague des années 60 à travers le monde ("68"), en ce sens que (à l'égal du féminisme) elle force nos sociétés à réexaminer leur histoire, indissociable de l'esclavage et de la colonisation, en remettant en question les grands récits et les symboles officiels, les références éducatives, et la légitimité des hiérarchies et des rapports de pouvoir "établis". On passe de là tout naturellement à la dimension populaire (je ne dis pas "populiste") du mouvement: l'insurrection vise spécifiquement l'oppression raciale, son fer de lance est donc tout naturellement la jeunesse afro-américaine qui ne la supporte plus, mais elle réunit et mobilise des Blancs autant que des non-Blancs, en fait des individus de toutes couleurs et d'un grand nombre de conditions sociales. Elle fait surgir un peuple. Et (autre élément d'ana-

---

<sup>5</sup> Voir Harcourt (2018). Il y a des degrés d'un pays à l'autre, mais la tendance à la militarisation de la police est omniprésente, elle se manifeste aussi en France au niveau des armements et des tactiques de répression des manifestations.

logie avec 68) elle s'avère "contagieuse" au-delà des frontières américaines, soulevant partout l'enthousiasme et provoquant l'émulation dans d'autres régions du monde où existent des situations semblables, avec leurs spécificités historiques (je pense évidemment à l'exemple français, tout aussi conflictuel que l'exemple américain, où le cas d'Adama Traoré a été mis symboliquement en parallèle avec celui de George Floyd, ce que certains ont jugé abusif, mais qui me paraît légitime si on respecte les proportions).

On dira que tout cela n'est pas faux, mais que le rapport avec la pandémie résulte en fait d'une coïncidence: le conflit racial aux États-Unis (et ailleurs) a d'autres causes bien plus anciennes, et la pandémie tout au plus a fourni une *occasion* dont le caractère dramatique a aidé à lui conférer une plus grande résonance morale et politique. Les Noirs américains se sont trouvés en quelque sorte, de façon visible, "entre deux morts"<sup>6</sup>. Peut-être, mais je crois qu'on peut identifier une corrélation plus étroite. Et j'en donnerai deux preuves:

– premièrement, nous pourrions dire que la simultanéité de la crise et de l'insurrection est révélatrice d'une *structure anthropologique profonde* de la crise elle-même. On a vu tout de suite – nonobstant les proclamations du type: "nous sommes tous également menacés, donc nous devons faire front dans l'unité, voire l'unanimité" – ce fait massif (qui est désormais vérifié par l'analyse statistique et sociologique) que la crise sanitaire n'affecte pas tous les groupes humains de la même façon: au contraire, elle souligne et accentue toutes sortes d'inégalités économiques, territoriales, professionnelles, et singulièrement les inégalités de genre et de race (qui ne sont pas indépendantes les unes des autres, mais "intersectent" systématiquement). Cela tient au fait que la contagiosité et la létalité du virus dépend de "comorbidités" socialement déterminées, qui renvoient aux conditions de vie précaires, à la pauvreté, à l'exercice de certains métiers, à la relégation urbaine. Et cela tient au fait que les mesures prophylactiques imposées à la population pour "contenir" et "neutraliser" la virulence du Coronavirus, dont il ne s'agit pas ici de contester la légitimité de principe, ne s'appliquent pas de la même façon à tous les groupes et ne les protègent pas également<sup>7</sup>. Elles tendent même à ajouter de nouvelles formes de dis-

<sup>6</sup> Expression que je détourne de Lacan (1986) dans son commentaire d'Antigone, cfr Lacan.

<sup>7</sup> Je n'aborderai pas ici la question, qui a été chaudement débattue (et le demeure) de savoir si les procédures informatisées de contrôle des déplacements et des contacts individuels pour "tracer" les contagions possibles, instituées ou annoncées ici ou là (en France, elles sont semble-t-il été passivement refusées par la majorité des citoyens, pour des raisons qui tiennent peut-être autant à la facilité qu'à l'objection de principe) constituent ou non une menace durable pour les libertés fondamentales. En deux

crimination “conjoncturelle” aux discriminations “structurelles”. Qui est forcé de continuer à travailler et à s’exposer quand toute une partie de la population “se confine” et s’installe dans le télétravail? Les aides-soignants, les éboueurs, les cuisiniers, les livreurs, les agents de nettoyage, dont une grande partie appartiennent aux minorités discriminées. Qui habite dans des logements exigus et insalubres où le virus circule mieux? les mêmes évidemment. Je ne vois pas du tout là un simple phénomène statistique (on sait que le taux de mortalité des Noirs américains au coronavirus est de trois à quatre fois celui du reste de la population). Je dirai plutôt que, sous nos yeux, différents types et degrés d’inégalité sociale se transforment en “vies précaires” (Judith Butler), venant *subdiviser la condition humaine* dans son rapport à la maladie, à la mort et à la survie. J’ai appelé cela ailleurs une *différence anthropologique* (non pas au sens de la différence entre l’humanité et les autres espèces, mais au sens d’une différence *au sein de l’espèce humaine* qu’il est à la fois impossible d’effacer et de justifier). Or il est clair que les discriminations raciales (ou quasi-raciales: pensons à la condition des musulmans en Inde) sont *déjà* des différences anthropologiques en ce sens, de telle sorte que les aspects sanitaires, économiques et anthropologiques de la crise se “médiatisent” les uns les autres, et engendrent un seul processus auto-entretenu.

À l’occasion de la crise sanitaire, bien qu’à des degrés très divers selon les lieux, ce processus révèle une *gouvernementalité déficiente* en matière de santé publique (et d’autres services sociaux: j’y viens dans un instant)<sup>8</sup>. L’impression générale (qui me semble juste) est que, chez nous du moins,

---

mots cependant je récusé les comparaisons hyperboliques avec les systèmes concentrationnaires, mais je prends très au sérieux l’idée de l’entrée, à la faveur de la pandémie, dans une “société de contrôle” (Deleuze), déjà plus avancée dans certains secteurs et dans certains pays.

<sup>8</sup> A des degrés très divers: il me semble que la constatation vaut pour les régimes “populistes” ou “illibéraux” en Europe et en Amérique Latine comme pour les “démocraties pluraliste” dans lesquelles nous vivons (malgré la mise en place de l’état d’urgence ou peut-être à cause de lui), pour les “théocraties” et dictatures militaires du Moyen Orient, ou pour le gouvernement autocratique et de plus en plus chaotique du Président Trump. Le contre-exemple semble être, sous bénéfice d’inventaire, la “discipline” asiatique et allemande. La Chine où le virus a été contenu par une rigoureuse mise en surveillance de la population, effectuée région par région, constituant le cas le plus complexe mais aussi le plus énigmatique, puisque tout ce qui s’y passe n’est pas entièrement accessible. Je ne doute pas que la représentation qu’on s’en fait en Europe et aux États-Unis ne soit chargée de préjugés “orientalistes”, mais je ne suis pas prêt comme certains à *inverser* la matrice épistémologique pour expliquer que la crise du coronavirus est en train de démontrer la supériorité des “régimes autoritaires orientaux” sur les “démocraties occidentales” en termes d’efficacité, et donc de *output legitimacy* (cfr. Mérieau 2020).

ceci trouve son origine dans les politiques néo-libérales et la transformation du capitalisme lui-même qu'elles ont engendrée après le "moment 68", puisque leur objectif était de démanteler là où ils existent les systèmes de sécurité sociale et les services sociaux, et d'empêcher leur développement là où ils sont inexistantes ou embryonnaires, afin de maximaliser un "capital humain" à la fois hyper-individualisé et hyperconcurrentiel (Margaret Thatcher ne se lassait-elle pas de répéter qu'il "n'existe rien de tel que la société", ce qui veut dire en clair qu'il faut dissoudre les institutions qui l'incarnent...). En tout cas elles ont tout aggravé. Or cette révélation a entraîné immédiatement une réflexion et des conséquences politiques: c'est pourquoi on peut penser que la pandémie crée les conditions nécessaires (mais évidemment non suffisantes) pour que (comme dit un appel initié en France par Ludivine Bantigny et d'autres)<sup>9</sup> se "fédèrent" des mouvements de contestation du système ou que se nouent entre eux, comme disait Ernesto Laclau, des "chaînes d'équivalence". Ce paradoxalement détermine une *repolitisation* de la société qu'on disait "postdémocratique" ou "dépolitisée" par l'individualisme et la montée d'une gouvernance technocratique. Le mouvement antiraciste d'origine américaine, dans lequel je propose de voir une insurrection pacifique, en est une illustration. Il y en a d'autres évidemment (dont, c'est encore à voir, le mouvement écologique transnational de la jeunesse), mais il est hautement significatif que s'y retrouvent les déterminations anthropologiques (l'incertitude et la différence de nos rapports à la vie et à la mort) avec des protestations sociales contre la dégradation des modes d'existence, et des exigences de transformation de l'autorité et du mode de gouvernement. J'en viens alors à mon second point.

## **2. Entre l'État et le Commun: le service public**

Il s'agit ici de décrire ce qui m'apparaît de plus en plus comme une dimension stratégique de notre expérience de la crise, dont la discussion ne peut qu'avoir de grandes conséquences sur l'appareil théorique au moyen duquel nous analyserons les conflits, les alternatives dont se tissera "le politique" dans la période qu'ouvre la crise (en particulier notre conception de l'État et de son rapport à la société). Je vois en effet cette période, hypothétiquement, comme une longue *phase de transition*, dont nous pouvons observer aujourd'hui les conditions de départ, mais dont le cours à venir est imprévisible. C'est ce qui fait que j'attache autant d'importance à identifier

<sup>9</sup> A propos de "Se fédérer", voir: <https://www.politis.fr/articles/2020/05/se-federer-41956/>

dans la conjoncture (comme disait Foucault) des “points d’adversité” et des “points d’hérésie” symptomatiques que le développement de la pandémie et de ses conséquences sociales fait peu à peu venir au jour.

Le premier symptôme à relever est ce que j’appellerai *la crise dans la crise*: c’est le fait que les *services publics* – à commencer par la santé publique, mais ce n’est pas le seul en cause – sont apparus plus que jamais (ou sont réapparus) comme d’essentielles conditions de notre survie individuelle et collective, ou des relations mêmes que nous nouons entre nous pour continuer à vivre “humainement”. Mais dans le même temps ils se sont avérés être des institutions instables, pleines de contradictions, dont le fonctionnement relève de logiques incompatibles entre elles. Or ces logiques ne sont pas purement *techniques* ou administratives, ce sont des logiques *politiques* au sens plein du terme, qui divisent leurs défenseurs et leurs porteurs: *logique de l’action publique* dont le sujet est l’État, du financement par ses caisses à la gestion par ses représentants, de la protection des individus par l’État “Léviathan” et par conséquent aussi du contrôle disciplinaire exercé par son administration sur leurs conduites; ou bien *logique de solidarité sociale* “horizontale”, de coopération égalitaire et de services réciproques, pour laquelle il me semble qu’on a tout intérêt à utiliser la catégorie élaborée – à partir d’anciens modèles remis à jour – par Michael Hardt et Antonio Negri (ainsi que d’autres penseurs contemporains qu’on peut appeler génériquement “néo-communistes”): celle du *commun* (*Common, Commonwealth*). Cette tension se fait sentir parfois très vivement, mais ne se résout pas aisément: je voudrais expliquer brièvement pourquoi, et aussi en quoi elle peut être porteuse d’innovation historique<sup>10</sup>.

Chacun à sa façon, des pays comme la France (avec son “Assistance Publique” et ses “Centres Hospitaliers Universitaires”) et la Grande Bretagne (avec son “National Health Service”) s’enorgueillissent d’avoir mis en place au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale des services de santé publique qui prenaient la relève d’institutions privées ou mutualistes antérieures, en les élevant à un niveau supérieur. Ils comportent à la fois un régime de “couverture universelle” des dépenses médicales et un réseau très dense d’établissement de soins accessibles à tous, sans oublier les institutions de recherche fondamentale et appliquée en médecine et en biologie qui en dépendent. Et le sentiment que nous avons aujourd’hui, au cœur de la crise, c’est que, sans doute, les moyens dont dispose l’institution pour “rendre service” à la collectivité dans une situation d’urgence avaient été

---

<sup>10</sup> Je reprends ici, en les résumant et en les ajustant, des idées déjà développées dans mon article (2020), *L’État, le Public, le Commun: trois notions à l’épreuve de la crise sanitaire*, paru dans Jacquemain (dir.).

gravement endommagés par les politiques de privatisation, de sous-investissement dans la santé publique, et d’assujettissement des établissements hospitaliers aux normes de gestion “modernes” (*new public management*) qui recherchent la rentabilité. Dans le cas français en particulier ceci a conduit à une pénurie dramatique de lits d’hôpital, de matériel respiratoire, de tests virologiques et de masques de protection, sans oublier la liquidation de programmes de recherche, plus ou moins bien couverts par des mensonges d’État<sup>11</sup>. Pourtant l’institution a tenu le choc et elle s’est avérée irremplaçable: elle a sauvé des milliers de vies et “soigné” la population au sens complet du terme<sup>12</sup>. Il n’apparaît pas clairement pour autant s’il faut attribuer cette capacité de soin au fait que le service public, en raison de son administration par l’État (et de son incorporation à la “fonction publique”), demeure relativement isolé des intérêts privés (ce n’est pas toujours le cas, on le sait, de la pratique hospitalière) et protégé par rapport à la logique du marché et de la concurrence, ou s’il faut créditer avant tout l’endurance et la créativité des équipes soignantes forcées de pallier les contradictions et les erreurs du gouvernement, autrement dit mettre en valeur leurs capacités *d’initiative autonome* soutenues par la confiance et la solidarité des citoyens. C’est le point qu’il faut éclaircir, mais qui requiert quelques préliminaires.

Ne perdons pas de vue qu’il y a beaucoup de services publics, très différents les uns des autres par leurs fonctions et leurs histoires à chaque fois singulières (différences qui s’accroissent encore d’un pays à l’autre). Certains services publics sont décentralisés (notamment s’ils relèvent d’administrations municipales)<sup>13</sup>, d’autres au contraire hautement centralisés, au moins formellement (ainsi, en France, l’Education nationale, bien qu’elle n’ait pas le monopole du service qu’elle assure). Ils “servent” le public en des sens très différents, parfois opposés entre eux: fournissant des ressources, des enseignements et de l’aide, ou bien imposant des normes, des contraintes disciplinaires. Dans cette crise on a vu la complémentarité

---

<sup>11</sup> Pour les programmes de recherche en virologie, voir le témoignage qui a fait date de Canard (2020).

<sup>12</sup> Si on laisse de côté, cependant, le cas des Ehpad, déjà largement privatisés, où a eu lieu une véritable hécatombe, elle aussi camouflée aussi longtemps que possible. Et celui des demandeurs d’asile, et celui des prisonniers...

<sup>13</sup> Je dois laisser de côté ici une comparaison avec l’Allemagne, dont je n’ai ni la place ni tous les moyens: je rappelle néanmoins qu’on a beaucoup souligné, à propos des raisons de la “performance” globalement supérieure de ce pays par rapport à la France dans la phase aiguë de l’épidémie, l’effet bénéfique de la décentralisation des services de santé par *Länder*, qui n’a pas empêché le gouvernement fédéral de jouer un rôle de coordination et d’incitation à la distanciation sociale.

des deux, puisqu'il fallait confiner en même temps que soigner. On peut donc parler de deux types idéaux: à une extrémité le service public de la police, à l'autre extrémité le service de l'éducation ou de la culture<sup>14</sup>... Ce qui, néanmoins, fait le caractère exemplaire sinon unique du service de *santé publique* considéré dans toutes ses composantes, c'est qu'en réalité il ne repose pas sur une seule hiérarchie administrative. Pour pouvoir remplir sa fonction sociale, le service public ici doit réunir et organiser un immense réseau de fonctions et de professions diverses, qui est coextensif avec la société tout entière. Il associe de proche en proche toutes sortes d'agents, dont le statut et les rémunérations sont évidemment très inégaux: des médecins, des universitaires, des chercheurs, des administrateurs, mais aussi des infirmiers et infirmières, des personnels de restauration et de nettoyage, des ambulanciers et des soignants à domicile, des assistantes sociales, etc. Tous ces agents, dont chacun à sa place et doit pouvoir compter sur tous les autres au moment nécessaire, constituent une sorte d'image en réduction de la société, avec ses différences de qualification, ses oppositions de classe, de sexe et de race. Les serviteurs du public vont du "grand" épidémiologiste aux "petites" femmes de ménage... Il suffira de rappeler ici qu'au pic de la crise hospitalière, le pays tout entier a pris conscience de ce qu'il ne voulait pas toujours voir: la fonction stratégique des fameux "premiers de corvée", parmi lesquels un très grand nombre de femmes et de travailleurs précaires et sous-payés, dont beaucoup de citoyens d'outre-mer et d'immigrés (y compris des sans-papiers). On s'est aperçu qu'ils étaient eux aussi une composante essentielle du service public. On a pris la mesure des conflits humains qui traversent le service public, en raison d'une longue histoire qui a institutionnalisé en France les différences de classe, de genre, de race, et que les politiques néolibérales ont exacerbés. Mais on a compris aussi qu'il était possible de "modérer" ou de "suspendre" ces conflits quand l'urgence médicale *commune* doit l'emporter. Au même moment, c'est tout un peuple de citoyens et de citoyennes, comprenant des malades et leur entourage, mais aussi leurs employeurs, qui prenait la mesure de la crise dans la crise, et faisait siennes les revendications de soignants en faveur d'une restauration du service public dans son intégrité et sa capacité d'action, ainsi que d'une sécurité sociale plus étendue et plus égalitaire.

Pour beaucoup de citoyens, ce qui est alors devenu patent, c'était d'une part le fait que (dans nos sociétés industrielles "avancées" au moins, après

---

<sup>14</sup> Au moment où j'écris, Olivier Py, directeur du Festival d'Avignon, fait paraître dans *Le Monde* une vibrante et pathétique défense du *service public de la culture*, mis en danger par la crise et sa gestion (ou plutôt, en l'occurrence, sa non-gestion) gouvernementale (Py 2020).

les deux révolutions qu'elles ont connues au siècle dernier: d'abord l'institution de l'État-providence dans un cadre national et impérial en lieu et place du capitalisme "sauvage", ensuite le renversement des politiques sociales en politiques d'adaptation du capital humain à la concurrence "libre et non faussée"), *les services publics ne peuvent se passer d'une action continue de l'État* planificateur, bâtisseur, employeur, financeur, correcteur (au moins théorique) des inégalités sociales, garant de l'accès universel au "bien commun" qu'est la santé. Seul, en outre, l'État peut soutenir directement ou indirectement les activités de recherche et de développement qui ne sont pas immédiatement rentables (comme certains vaccins) mais peuvent à terme avoir une importance de vie et de mort. Ce qui veut dire aussi qu'il faut pour soutenir le service public des impôts progressifs, des normes sanitaires et pharmaceutiques, etc. Tout ceci s'avère en complète opposition avec l'idéologie et les pratiques du néolibéralisme qui dominant aujourd'hui en Europe et dans le monde, lesquelles ont abouti en quelque sorte à *retourner la puissance de l'État contre ses fonctions sociales*, en entreprenant de détruire le service public de l'intérieur. Mais c'est aussi l'opposé de ce dont rêve une certaine utopie (je dirais ici plutôt une idéologie) du "commun", qui donne l'impression de croire que les services publics peuvent consister uniquement en pratiques de "care", dans lesquelles la multitude se soigne elle-même sous la conduite du *general intellect*, ou de sa propre capacité spontanée de penser, de prévoir, d'organiser la solidarité et la coopération, à travers des assemblées de citoyens égalitaires qui s'insèrent les unes dans les autres depuis le niveau local jusqu'au niveau national voire mondial... Il faut le dire clairement, au risque de fâcher quelques amis. Mais tout ceci ne saurait en aucune façon occulter le fait, lui aussi apparu en pleine lumière dans l'épreuve de la pandémie, qu'une société confrontée à des risques extrêmes (comme le seront à nouveau demain d'autres pandémies, ou des désastres écologiques) dans lesquels, faute d'une égalité suffisante entre ses membres, elle risque de se briser en factions antagonistes, ne peut s'en remettre entièrement à l'État, même et surtout cuirassé d'un "état d'urgence", autrement dit lui déléguer ainsi qu'à ses dirigeants (ceux que Bourdieu appelait la "noblesse d'État") toute sa capacité de se gouverner elle-même. Souvenons-nous de la phrase ironique de Marx dans la *Critique du programme de Gotha* (1875), à propos de l'éducation nationale: "qui éduquera les éducateurs?" Nous pourrions je pense aujourd'hui l'adapter ainsi: qui donc *forcera l'État à servir ses propres services publics*, au lieu de les subordonner à telle ou telle politique de classe ou de prestige? Dans les deux cas la réponse est la même: ce qu'il faut est un contrôle démocratique associant les professionnels et les usagers, c'est-

à-dire les citoyens ordinaires. Mieux, c'est une "multitude" réfléchissante et agissante, pour qui l'idée du service public fait un avec la mise en œuvre de *l'intérêt commun*, lequel ne diffère pas beaucoup pratiquement de l'intérêt de la masse des *gens du commun*. N'était-ce pas justement cela qui formait le contenu et l'intention des actions de solidarité et des coopérations qui se sont développées pendant la crise, depuis les décisions prises en commun par des médecins et des infirmiers (qui sont le plus souvent des infirmières) pour pallier, dans leurs services, l'insuffisance des moyens et l'impéritie du gouvernement, jusqu'aux réseaux organisés dans les quartiers populaires par des associations ou des groupes de militants pour apporter jusqu'à domicile du ravitaillement et des masques, du soutien scolaire, du réconfort moral? Je vois là, omniprésents, d'authentiques *effets de communauté*, je dirai même des *moments de communisme* pratique suscités et suggérés par la crise elle-même. Comme toujours ils relèvent à la fois du combat (ou de la résistance) et de l'invention (ou de l'imagination collective).

La conséquence, c'est que l'État apparaît à la fois comme un recours, un agent protecteur, et comme un objet de critique, une puissance qu'il faut savoir remplacer par une autre, contester par des "contre-conduites" et des "contre-pouvoirs", en instituant face à elle et même en son sein un équilibre précaire et problématique. État – *non État*, disaient nos vieilles théories... Mais peut-être, en réalité, sous le nom d'"État", ne parlons-nous pas toujours de la même chose? ou bien c'est l'État lui-même qui, dans la crise, se *divise* entre des logiques antithétiques, comme s'il existait un "État d'en haut" et un "État d'en bas", ou un État qui *domine* la société et un autre qui lui serait *organique*, un *appareil* et un *corps politique*? Je suggérerai qu'une solution possible de cette énigme (dont la philosophie politique s'occupe depuis longtemps, mais qui resurgit en termes nouveaux) réside dans un renversement du débat: *c'est le "service public" lui-même qui est en fait une notion antinomique*, un principe "actif" (et évolutif) renfermant en son sein une dialectique de conflit et de coopération entre deux logiques et qu'on peut rattacher à deux concepts du politique: la logique de *l'autorité* étatique (terme qui, ici, convient mieux que la "souveraineté"), et la logique de la *communauté* (ou du commun) solidaire et égalitaire. Le "public", contrairement à ce que pourrait faire croire la simplicité de son nom venu du droit romain, est en fait une notion complexe, extraordinairement polysémique, qui se déplace entre la propriété publique, les pouvoirs publics, et la responsabilité des institutions devant "le public" au sens démocratique, c'est-à-dire la multitude des citoyens discutant de leurs propres intérêts. Ce n'est donc pas une instance unifiée, un "contenu

matériel de l'État"<sup>15</sup>, mais le lieu même de l'affrontement entre ces deux logiques et l'enjeu de leur concurrence. Naturellement une telle figure politique n'est pas quelque chose de radicalement nouveau dans l'histoire, surtout en période de crise. Elle resurgit avec force aujourd'hui. Et elle est instable par définition. Reste à voir jusqu'où elle va conduire nos sociétés. Pour une part essentielle cela dépendra de la façon dont la crise influera sur l'évolution du capitalisme dans sa forme actuelle.

Après la question du "retour du politique" dans la crise (1ère partie), puis celle de la tension entre les logiques de l'État et du Commun dans le fonctionnement du service public dont la crise sanitaire et sociale révèle la centralité (2ème partie), j'en viens à la question de l'articulation entre crise sanitaire et crise économique, qui met en cause la stabilité du "néolibéralisme" et forme mon troisième et dernier point.

### **3. Fin du "capitalisme néolibéral"?**

Plus encore que précédemment, il faudra ici simplifier, occulter des problèmes et des points de vue qui feraient débat. Impossible, pourtant, de ne pas expliciter maintenant la question qui sous-tendait les considérations précédentes: en quel sens la crise où nous sommes plongés est-elle une "crise"? Non seulement nous ne pouvons pas éluder la question, mais je comprends très bien qu'on trouve le terme équivoque ou mystificateur<sup>16</sup>. Si, néanmoins, on ne veut pas l'éviter, on devra se demander sur nouveaux frais *ce qui est en crise*, et quels sont les termes qui paraissent pertinents pour définir son antithèse: "résolution", "révolution", "régulation"... En commençant j'ai suggéré que, dans notre perception de ce qui se produit aujourd'hui, les deux registres que la notion classique installait dans un rapport d'analogie, le médical et le politique, en viennent remarquablement à fusionner. C'est bien ce qui a conféré une crédibilité nouvelle à la terminologie élaborée par Michel Foucault dans les années 1970: la "biopo-

---

<sup>15</sup> Suivant la définition proposée par le juriste "solidariste" Léon Duguit, grand théoricien français du service public (1925).

<sup>16</sup> Cette appellation est contestée avec de bons arguments par certains sociologues travaillant depuis des années sur les grandes communautés urbaines du "Sud global": Sao Paulo, Delhi, Le Caire, Johannesburg, Djakarta, Lagos... où la pandémie commence à faire des ravages, mais qui ne voient là rien qui diffère qualitativement de la combinaison de pauvreté et d'épidémies, de surexploitation et de sous-alimentation dont ils pâtissent depuis toujours – sans compter que la notion de "confinement" y est totalement privée de sens. Eux aussi ne vivent qu'entre deux morts, et s'organisent en conséquence pour survivre collectivement. Voir le billet de blog Bhan *et al.* (2020).

litique”, le “biopouvoir”, auxquels on pourrait ajouter la “bioéconomie”<sup>17</sup>. Mais il ne faut pas s’en contenter, du moins sans la repenser à la lumière de l’actualité. On nous redit que, la pandémie ayant déclenché une crise sanitaire (ainsi qu’une crise de gestion de la santé publique) qui, elle-même, a entraîné un double effondrement de la production et de la consommation de certains biens fondamentaux (se présentant à la fois comme “crise de l’offre” et “crise de la demande”, ce qui n’aurait pas de précédent récent)<sup>18</sup>, une crise économique aux proportions gigantesques avec d’immenses répercussions sociales et géopolitiques est en cours de maturation. Elle ne pourrait être résolue qu’à la condition de mettre en œuvre des “solutions” elles-mêmes inédites. Une quasi-unanimité semble se faire autour de l’idée que les modèles de mondialisation qui se sont imposés au cours des trente dernières années ont eu des conséquences désastreuses sur les capacités des États-nations de combattre la pandémie (souvent présentée comme l’objectif d’une “guerre”), parce qu’ils avaient abouti à concentrer la production de produits pharmaceutiques essentiels dans quelques pays d’Extrême Orient et d’Asie du Sud-Est (notamment la Chine et l’Inde). Du moins c’est ce qui est le plus audible en ce moment. Il semble aussi y avoir un large accord pour penser que les stratégies typiquement capitalistes pour protéger l’économie d’une catastrophe du genre de celle des années 30 du siècle dernier (voire pire encore), en particulier l’injection de liquidités par les banques centrales (“quantitative easing”), constituent déjà une rupture avec l’orthodoxie financière du néolibéralisme<sup>19</sup>. Il devrait en aller ainsi de plus en plus, avec comme conséquence la “réhabilitation” des interventions de l’État et de l’idée keynésienne du rôle économique de la dette publique. On ajoute souvent que l’impossibilité d’ignorer plus longtemps les effets de la catastrophe écologique pousse dans le même sens (bien que personne ne soit vraiment d’accord sur les contenus et les modalités de la “révolution verte” indispensable).

---

<sup>17</sup> On consultera utilement la mise au point à laquelle Potte-Bonneville (2020) a cru devoir procéder en raison du foisonnement des usages et mésusages actuels.

<sup>18</sup> Notons en attente de ce qui va suivre: l’idée d’une telle crise à *double face* (provoquée *simultanément* par un “choc de l’offre” et un “choc de la demande”), qui est aujourd’hui couramment évoquée par les économistes pour caractériser la singularité de la “crise” actuelle au regard des exemples antérieurs, est en elle-même une contradiction dans les termes du point de vue de l’orthodoxie. Elle oblige à se poser la question (à laquelle on n’apportera évidemment pas de réponse argumentée ici): s’agit-il d’un *nouveau type de crise* économique, ou bien d’un type de crise qui *déborde intrinsèquement l’économique pur?* (voir par ex. Charles, Dallery, Marie 2020).

<sup>19</sup> En tout cas de sa variante “ordo-libérale”, dominante en Allemagne et par voie de conséquence en Europe.

Au prix d'une très grande simplification, et même d'un parti pris que je ne fais pas de difficulté d'avouer, je me concentrerai ici sur les points de vue qui relèvent d'une *critique* de l'idéologie dominante. Or même de ce point de vue, force est de l'observer, l'unanimité ne règne pas. Certains pensent que la crise sanitaire avec ses suites constitue un danger mortel pour ce nouveau "stade suprême du capitalisme" que représenterait le néolibéralisme, d'autres soutiennent exactement le contraire. Plus précisément les uns expliquent que la crise rend économiquement dévastatrices et politiquement intenables les politiques d'austérité budgétaire et de contraction des régimes de sécurité sociale, ce qui en fait condamne le néolibéralisme, tandis que pour d'autres, à moins d'une révolution socialiste ou communiste qui peut très bien ne pas avoir lieu, la domination du néolibéralisme demeurera inchangée, et même la crise mènera à son renforcement. "Never waste a good crisis", dit un bon mot répandu à gauche dans les pays anglo-saxons... En somme le débat porte sur deux points à la fois: l'articulation des aspects économiques et non-économiques de la crise, les effets qu'elle aura quant à la stabilité du régime néolibéral (donc, éventuellement, du capitalisme lui-même)<sup>20</sup>.

A ces questions je n'ai aucune réponse toute prête. Mais pour poursuivre le débat je voudrais proposer trois ordres de considérations.

La première question qui appelle la discussion, c'est celle des conséquences de l'envolée des dettes publiques (ou des dettes privées garanties par l'État ou mises en commun par des États, comme commence à l'envisager l'Union Européenne, et qui sont transformées en dette publique à long terme) souscrites pour éviter ou retarder la crise<sup>21</sup>. Le capitalisme néolibéral, on le sait bien, repose déjà sur l'expansion du crédit (ce que Marx appelait le "capital fictif"): il institue par conséquent une dépendance permanente des entreprises et des consommateurs – maintenant des États – par rapport aux opérateurs financiers, et il supprime progressivement

---

<sup>20</sup> Voir par exemple, pour la France, d'un côté Moulier-Boutang (2020), de l'autre Husson (2020). Également Harvey (2020) ou Žižek (2020). Une mention spéciale pour l'essai de Guibert (2020) dont j'ai tiré une inspiration directe.

<sup>21</sup> "Lorsque la crise sera derrière nous, les États se retrouveront alourdis d'une dette publique colossale. Avant 2008, celle des pays développés tournait autour de 75 % du produit intérieur brut (PIB). Avec la grande crise financière, elle a grimpé à un peu plus de 100 %, se stabilisant à ce niveau pendant une décennie. L'impact des mesures de confinement et les plans de relance vont la faire bondir à 120 % du PIB d'ici à la fin de l'année, selon le Fonds monétaire international (FMI)". (Albert, Charrel 2020). Ces chiffres sont probablement déjà en dessous de ce qu'il faut prévoir. La distribution de ces dettes est évidemment très inégale, et la capacité des États dans le monde de les "soutenir" sans aucune mesure commune.

toutes les entraves à la diffusion auprès du public de “produits financiers” à risque (ou de produits risqués pour assurer les risques, et ainsi de suite dans ce que Keynes comparait à un casino boursier et que Pierre-Noël Giraud appelle un “commerce des promesses”). On admet aussi dans la pensée économique hétérodoxe (telle que l’incarnent chez nous, par exemple, les “économistes atterrés”) que le néolibéralisme (comme ensemble de politiques faisant système) ne peut se soutenir qu’en appliquant des recettes féroces d’austérité qui transfèrent le poids des dettes sur la grande masse des plus pauvres (et, collectivement, des pays “débiteurs”, notamment ceux du “Sud Global”, mais aussi ceux du Sud de l’Europe: c’est tout le drame de la Grèce, qui menace aussi l’Italie). Rien n’est moins douteux et tout le monde a fini par s’y habituer. Mais ce qui n’est plus totalement prévisible, ce sont les conséquences d’une impossibilité *durable et généralisée* d’appliquer et d’aggraver encore le même type d’austérité, à la fois parce qu’elle serait politiquement explosive (même un gouvernement néolibéral ne peut se payer le luxe d’une insurrection), et parce qu’elle n’est viable que si les pauvres demeurent, malgré tout, suffisamment solvables pour payer des intérêts (directement ou indirectement, par l’intermédiaire de leurs États). Ce qui implique le maintien d’un certain niveau d’emploi ou la disponibilité d’autres ressources “informelles”. On nous dit aujourd’hui du côté des économistes de plusieurs bords qu’il existe une solution alternative, à savoir la “monétisation de la dette” – essentiellement *via* le rachat des titres souverains des États par leur Banque centrale (dont pour tous les pays de la zone euro la fonction est assumée par la BCE). Cette solution (contraire aux statuts de certains instituts d’émission) est en fait déjà à l’œuvre dans les prêts à taux nuls ou quasiment nuls octroyés par les grandes banques centrales depuis la crise de 2008 déclenchée par la faillite des institutions américaines de crédit à la consommation<sup>22</sup>. Et cette technique devrait non seulement se généraliser, mais devenir le pivot d’un nouveau modèle de régulation économique qui évite la récession et sauvegarde la croissance sur des bases nouvelles (ce qui suppose évidemment de vouloir soumettre les

---

<sup>22</sup> “Reste la quatrième solution, dont [Jean Tirole, prix Nobel, directeur de la *Toulouse School of Economics*] suggère qu’elle a sa préférence: “la monétisation des dettes [...] c’est-à-dire leur rachat par les banques centrales. Tirole souligne que la question du remboursement ne se poserait plus [...]. Au moment de rembourser sa dette à la BCE, un État pourrait en effet émettre parallèlement une nouvelle dette auprès des acteurs financiers [...], dette aussitôt rachetée sur les marchés secondaires par la BCE. Une dette auprès de la BCE devenue permanente, comme une ligne de crédit renouvelée *ad vitam aeternam*, ce serait bien entendu un souci de moins pour les États. Mais quid du paiement des intérêts? Tirole n’en dit rien...” (Cordonnier 2020 citant Tirole 2020).

aides d'État ou les crédits aux entreprises à des *conditions d'utilisation...*). Mais la monétisation continue de la dette n'est pas une opération "neutre": en fait elle implique une transformation dans l'institution monétaire, on pourrait même dire un changement dans la *définition de la monnaie* (ce que Suzanne de Brunhoff appelait les *rapports d'argent*)<sup>23</sup> qui constitue la clé de voûte de la stabilité (ou de l'unité relative) des "formations sociales" (nations ou groupes de nations). Car elle *inverse* définitivement le rapport de dépendance entre la création monétaire et activité sociale "créatrice de valeur", soit qu'on se représente celle-ci (suivant la tradition marxiste) comme une dépense globale de travail socialement nécessaire dont la monnaie fournit "l'équivalent général", soit qu'on se la représente comme une croissance équilibrée du marché engendrant et régulant son propre instrument de circulation et de crédit (position libérale), soit qu'on la situe dans un effet de "confiance" institutionnelle ou dans une "souveraineté" conférée à la Banque centrale par la société dont elle exprime l'interdépendance des membres (comme dans l'école française d'anthropologie économique). Le capitalisme, en d'autres termes, s'avance maintenant en territoire inconnu et les propositions de "sécuriser" l'inflation monétaire par son utilisation préférentielle, voire même obligée, à des fins de "croissance verte" font partie du problème économique et politique autant que de la solution. Sans compter que toutes les analyses des effets de monétisation de la dette semblent étrangement présupposer que les monnaies internationales "convergent" ou se soutiennent indéfiniment contre la dévaluation, mettant entre parenthèses les effets de guerre des monnaies qui pourraient suivre d'un bouleversement des hégémonies actuelles (déclin américain accéléré, affirmation de puissance de la Chine si sa "victoire" précoce sur la pandémie se confirme) ...<sup>24</sup>.

---

<sup>23</sup> De Brunhoff (1979).

<sup>24</sup> La *Modern Monetary Theory* très en faveur auprès de la gauche socialiste américaine, et qui pourrait être comprise comme une sorte de *monétisation anticipée* de la dette publique, me semble non par hasard venir du pays qui exerce un quasi-monopole ("seigneurage") de l'émission de monnaie de réserve, sans se poser la question de savoir si une "grande crise" comporte le risque de sa dévaluation... Tooze (2020), qui a brillamment expliqué comment, à l'encontre de certains pronostics, la crise de 2008 avait finalement renforcé la position internationale du dollar, n'en écrit pas moins aujourd'hui: "lurking in the background is still this question [...] what is the future of the dollar? Could we imagine a huge, the big sell off? [...] how long can we have such a spectacular imbalance between the centrality of the dollar in the global financial system and America's waning real economic presence, and its frankly trashed political reputation?". D'où les propositions de *synthetic currency* qui circulent à la fois du côté des économistes (Aglietta) et des banquiers centraux (Mark Carney, ancien directeur de la Bank of England).

La deuxième question – envers de la précédente, préfigurant une déstabilisation *par en bas* alors que l'inversion des *rapports d'argent* ouvre la possibilité d'une déstabilisation *par en haut* – c'est celle des conséquences d'une paupérisation massive, ou de la chute d'un très grand nombre d'individus et de groupes sociaux (familles, voisinages, professions, générations...) en dessous du seuil de subsistance autonome, donc dans la catégorie de *l'exclusion* et de *l'assistance* (y compris l'assistance *familiale*, dont dépendent déjà aujourd'hui beaucoup de jeunes diplômés ou non, ce qui ne fait que repousser et aggraver le problème). Il s'agit, en d'autres termes, de savoir si le régime de *précarité* va qualitativement changer, franchissant dans la crise un seuil, non seulement là où elle est déjà endémique, mais dans les zones de "prospérité" elles-mêmes. A nouveau, nous savons que le néolibéralisme a multiplié les situations de précarité, développant l'emploi intermittent au détriment de l'emploi stable, les statuts d'autoentrepreneurs au détriment du salariat (la fameuse "ubérisation" des activités), exploitant cyniquement la fragilité des migrants et des réfugiés, rétablissant les "valeurs familiales" conservatrices de façon à affaiblir ou anéantir les capacités de résistance du salariat organisé contre l'augmentation du taux d'exploitation<sup>25</sup>. Mais ce que nous ne savons pas (et que nous allons découvrir, en le payant peut-être très cher), c'est la façon dont une société capitaliste et son État, avec ses antagonismes internes, réagit à la *normalisation de l'exception*, ou au développement simultané de la précarité individuelle et de l'arrêt du cycle économique. Les conséquences ont peu de chances d'être modérées, voire pacifiques... Car abstraitement parlant, il n'y a que deux solutions, chacune à haut risque: ou le capitalisme devient un capitalisme *hyperlibéral*, ce qui veut dire qu'il recrée partout dans le monde des conditions d'extrême dénuement et de sous-emploi généralisé, et devra employer la violence permanente pour en contrôler les réactions de désespoir et de révolte, en intensifiant et banalisant les opérations de police, et sans doute aussi en favorisant (au-delà même de ce qui, déjà, s'esquisse dans de nombreux pays) les mouvements xénophobes et le racisme institutionnel – autrement dit en remettant le fascisme à l'ordre du jour, sous des formes plus ou moins "méconnaissables"; ou bien il renverse son orientation récente et se prépare à un nouveau développement historique du principe de "sécurité sociale", qui aille au-delà des systèmes d'assurance et des "filets de sécurité" inventés par le 20<sup>ème</sup> siècle même dans ses formes les plus avancées, par exemple en instituant sous une forme ou une autre le "revenu universel de base", qui se fonde non sur la *disqualification* mais sur la *citoyenneté* (notion elle-même à

---

<sup>25</sup> Comme l'explique lumineusement Cooper (2017).

redéfinir, dans sa différence avec la nationalité) et non sur les aléas du marché de l'emploi. Mais ce serait une révolution. Plus exactement, les deux branches de l'alternative sont "révolutionnaires", mais en des sens opposés.

Relevons ici d'un mot, pour y revenir à une autre occasion, que ces deux formes de déstabilisation, qu'il s'agisse du rapport entre la monnaie et le crédit, ou de l'articulation précaire entre le travail (ou plus généralement l'activité) et la sécurité sociale, impliquent de repenser ce qu'on entend par *valeur* et ce qu'on mesure ou évalue sous ce nom, soit qu'on invoque (comme les classiques et, à leur suite, les Marxistes) une mesure objective, soit que (comme les néoclassiques et le *mainstream* actuel) on en fasse le reflet de "préférences" utilitaristes. Je le signale sans m'y attarder parce qu'il en ira de même, et plus encore, avec mon dernier point.

Il faut débattre de la façon dont s'articulent la crise "sanitaire", la crise "économique" et la crise "morale" (ou éthique). Les rythmes ne sont pas les mêmes, et tout le monde n'est pas affecté au même degré par chacune, selon la place où il se trouve. Pourtant l'imbrication est telle que nous en venons, en les considérant dans leur unité, à repenser complètement ce qui pour nous est une "crise". En général, on cherche à comprendre ce genre d'unité en partant de la *cause*, qui serait biologique, et en descendant vers les *effets* sociaux et économiques, voire psychologiques, et même traumatiques. Cela semble découler tout naturellement de l'observation des faits, mais renferme aussi quelques paradoxes, car, comme l'ont fait observer de bons esprits compétents (Didier Fassin), *dans l'absolu* les effets de la pandémie en termes de taux de mortalité sont plus limités que pour d'autres épidémies du passé même récent mais les conséquences historiques sont peut-être plus grandes – ce qui veut dire qu'il faut *dès le début* prendre en considération un complexe bio-sociologique ou bioéconomique, moral et culturel<sup>26</sup>. Notre univers intellectuel étant désormais dominé par un discours "économiste", je pense qu'il est utile de partir d'une représentation classique de la crise considérée comme une *interruption* "endogène" dans le cours de la normalité, par exemple entre des régimes de régulation, conçus par les économistes *mainstream* comme des équilibres de marché et par les marxistes comme des phases de reproduction élargie du capital, et de *faire voir ce qui s'en écarte*<sup>27</sup>. On en vient alors à penser, de façon à peine métaphorique, que ce qui s'est produit n'est pas une perturbation ou une rupture d'équilibre, ou même une "contradiction" systémique arrivant à

<sup>26</sup> Fassin (2020).

<sup>27</sup> Les keynésiens ont, s'il se peut, *encore plus* tendance à insister sur le caractère endogène des crises économiques, puisqu'ils considèrent que les marchés financiers sont *essentiellement* instables.

maturité, mais plutôt une invasion ou une contamination de la vie sociale par une pathologie d'origine elle-même virale. Venue "de l'extérieur" (suivant la définition conventionnelle du social, qui exclut le biologique, mais pour mieux se représenter métaphoriquement comme un "organisme"), elle n'en produit pas moins des effets en chaîne de désagrégation *interne*.

Or le nom dont se servent les économistes pour désigner des chocs imprévus ou imprévisibles, qui ne relèvent pas des causalités quantifiables dans leurs modèles, est *externalité*. Et depuis que la crise écologique a pris de l'ampleur et ne peut plus être négligée, ni du côté des accidents affectant la croissance ni du côté de ses effets sur l'environnement, donc depuis qu'on a compris que la destruction de l'environnement affecte des *conditions essentielles* de l'activité économique et du rapport social lui-même qui pourtant ne figurent pas dans leur représentation dominante, l'idée de *l'internalisation des externalités* est devenue une sorte de fil conducteur pour tous ceux qui veulent repenser le paradigme au sein duquel on cherche à analyser les crises du capitalisme, à définir des stratégies de révolution ou de réforme, et à définir les "valeurs" dont elles devraient s'inspirer (en particulier des valeurs de *réciprocité* ou, comme dit Latour, de "diplomatie" dans l'interaction de la nature et de la culture)<sup>28</sup>. C'est comme si les effets catastrophiques de la civilisation industrielle qui se sont développés "dans le dos" de la conscience sociale (comme disait Hegel) revenaient à l'improviste la frapper et lui faire obstacle. Mais force est de constater que la pandémie est un genre d'externalité très étrange, puisque – même si ses origines doivent être cherchées dans un rapport à l'environnement que les industries extractives et l'agriculture industrialisée ont progressivement ravagé – c'est *de l'intérieur* qu'elle se développe et nous met en danger: l'intérieur de nos organismes, et l'intérieur des *rappports* que, en tant que vivants, nous entretenons les uns avec les autres, y compris sous la forme "pathologique" de la *contamination mutuelle*. En quelque sorte il s'agit d'une "externalité interne". C'est pourquoi, bien que je reconnaisse en général la pertinence de la métaphore du "choc" dont Naomi Klein s'est servie pour décrire les effets pervers des situations de crise sur la mise en œuvre des stratégies capitalistes d'exploitation, je ne pense qu'elle ne convient pas tout à fait: mieux vaudrait emprunter à Jacques Derrida celle de *l'auto-immunité*, qui d'ailleurs n'est plus ici vraiment métaphorique, puisqu'elle décrit la façon dont nos systèmes sociaux et politiques sont détruits tendanciellement par l'ignorance plus ou moins délibérée de leurs propres conditions de vie<sup>29</sup>.

<sup>28</sup> Voir par exemple Awazu Pereira da Silva (2020).

<sup>29</sup> Derrida avait introduit le terme à propos de la façon dont le gouvernement américain réagissait aux attentats du 11 septembre 2001 par l'institution d'une sorte de loi des

Et l'on voit que, de nouveau, c'est la catégorie de *valeur* telle que l'emploie le discours économique dominant (où il faut cette fois inclure également cette variante "hérétique" que constitue le Marxisme) qui doit être remise en question, puisqu'elle n'inclut jamais dans sa comptabilité des résultats de l'activité humaine (sauf sous la forme de "pertes") des *valeurs négatives* aussi bien que *positives*. Certaines "valeurs" se créent, s'accumulent, mais non sans que d'autres se trouvent à chaque instant détruites, soustraites: cette algèbre est la clé d'une politique économique "totale" – et cela vaut en temps "normal" aussi bien qu'en temps de "crise"<sup>30</sup>.

Mais qu'est-ce qu'un temps normal? Il est temps d'en revenir à ceci que, dans toutes ses définitions traditionnelles (je résume une très longue histoire) la crise se définit toujours par sa négativité en opposition au type de *positivité* qu'elle est censée interrompre ou ruiner, bref *nier* comme disent les dialecticiens, autrement dit elle renvoie toujours à des termes mutuellement exclusifs, formant un couple d'opposés. C'est une idée *bi-naire*. C'est pourquoi d'ailleurs, sans même invoquer la philologie de ses origines, l'idée de crise est aussi spontanément rapportée au paradigme de la *vie* dans toute sa généralité (et toute son équivoque): la vie biologique, la vie sociale, la vie économique, la vie morale et affective... Car la vie en philosophie connote le plus souvent une valeur *d'affirmation* (et d'affirmation de soi: *conatus*, désir, conservation, reproduction, satisfaction), elle implique une prévalence des valeurs positives sur les valeurs négatives<sup>31</sup>. Il était réservé à des penseurs critiques d'une très grande radicalité, comme Walter Benjamin, de nous expliquer que la vie que nous vivons n'est en fait qu'un "état d'exception normalisé", au risque cependant – et sommes-nous prêts à le courir? – d'identifier la résolution de la crise finale avec un saut dans la transcendance d'un *tout autre* monde. C'est ce qui me fait croire qu'il vaut la peine de passer encore un peu de temps à jouer et expérimenter avec la totalité du paradigme "critique" que nous avons hérité de la tradition, de façon à faire place dans nos analyses à tous les traits paradoxaux d'une "crise" qui semble combiner étroitement des facteurs d'incertitude objective et subjective, en même temps qu'elle brouille les frontières entre différentes formes d'extrême violence. Sans doute ouvre-t-elle un espace

---

suspects (le *Patriot Act*) qui faisait directement appel à l'imaginaire de la défense de l'organisme contre des agents infectieux.

<sup>30</sup> Je dois l'idée d'une conception "algébrique" de la valeur, englobant et débordant la comptabilité économique, à Polanyi bien sûr, mais aussi à Harvey (2017).

<sup>31</sup> Certes il y a des philosophies de la vie comme "agressivité" et "destructivité", mais ainsi que l'avait compris Freud, celle-ci suppose un compromis entre la pulsion de mort à l'état pur et la volonté de puissance, ou l'affirmation du désir.

d'anticipation et d'imagination où peuvent s'inscrire des *bifurcations* très radicales, ouvrant à des formes de vie nouvelles et à des modèles de société incompatibles entre eux, mais dont il nous serait bien impossible de déterminer par avance toutes les implications. Il nous faudra donc parier, et parier collectivement, c'est-à-dire les uns pour les autres, mais évidemment pas à leur place.

\*\*\*

Pour aujourd'hui je devrais sans doute m'en tenir là. Beaucoup de questions cependant attendent encore d'être examinées. Celle qui viendrait immédiatement à la suite, et je me contenterai de la nommer, c'est celle des *implications cosmopolitiques* de tout ce qui vient d'être avancé. Par définition une pandémie est un phénomène mondial (officiellement déclaré tel par une "organisation mondiale de la santé"): ainsi que je le disais pour commencer elle affecte l'humanité comme *une seule espèce*, et de ce fait même elle fait de notre "appartenance" à cette espèce en tant qu'individu un fait empirique, presque perceptible, en tout cas repérable dans les développements de la contagion et dans les mesures prises pour y faire face. C'est encore plus clairement le cas si nous admettons, comme on nous l'a démontré, que la contamination des humains résulte du "franchissement d'une barrière d'espèce" entre l'animal humain et certains animaux non-humains. Une telle situation d'interdépendance semble appeler quelque chose comme un gouvernement mondial de la crise, ce qui suppose des institutions et des autorités, des procédures de consultation et de décision allant bien au-delà de l'échange d'informations ou même – si cette proposition lancée dans un moment critique est suivie d'effet – de la mise à disposition de remèdes ou de vaccins en tant que "biens communs de l'humanité". Une biopolitique, donc, qui soit aussi immédiatement une cosmopolitique. Or tout ce que j'ai dit met en évidence que la crise a pour effet d'exacerber les divisions entre les humains fondées sur des différences anthropologiques ou sur des rapports de domination et d'exploitation, qui nous isolent, nous dressent les uns contre les autres, opposent entre eux nos intérêts vitaux, et font de la reconnaissance du "commun" un rocher de Sisyphe, retombant hors de portée chaque fois que nous avons cru le faire avancer... A quoi il aurait fallu encore ajouter ce que je n'ai fait qu'évoquer cursivement, de peur d'ajouter à la complexité de l'exposé, mais qui est en réalité tout à fait fondamental: le néolibéralisme comme régime capitaliste dont les processus d'accumulation comptabilisent la "valeur" (et la surveillance) qu'ils produisent sur un seul et unique marché financier mondial,

possède par définition des traits universels. J’y rangerai l’universalisation de la catégorie du “capital humain”, dont la valorisation a toujours pour contrepartie une intense destructivité, un “gaspillage” concurrentiel que la pandémie vient encore accentuer. Mais l’universalité n’est pas l’uniformité: ainsi que Wallerstein et d’autres y ont toujours insisté, nous avons affaire à un “système-monde”, au sein duquel coexistent (et le cas échéant s’affrontent) des structures sociales, des formes politiques et des traditions spirituelles hétérogènes, bien qu’on puisse essayer de les ordonner selon des polarités géopolitiques: le Nord contre le Sud, plus que jamais inégaux devant le bien vivre, mais aussi de plus en plus manifestement l’Est contre l’Ouest. Il est peu probable que l’intérêt commun qu’il y a à lutter contre la pandémie et à essayer de faire en sorte que d’autres contaminations du même genre ne nous prennent plus par surprise, sans oublier la menace toujours accrue de désastres écologiques mondiaux, conduite à atténuer ces polarités. Il est vraisemblable au contraire qu’elles se cristalliseront en “stratégies” opposées pour y faire face. C’est en fait ce qu’on observe déjà. L’humanité ou le “genre humain” (en anglais on dirait aussi naturellement *the Human Race*) apparaît ainsi à tour de rôle comme objectivement unifiée (par la contagion du virus, par la circulation des marchandises ou par leur interruption, par le réchauffement climatique...) et subjectivement divisée (par les cultures, les idéologies, les historicités), ou inversement comme subjectivement unifiée (par des sentiments de peur et d’espoir) et objectivement écartelée entre des intérêts matériels économiques, territoriaux, nationaux, impériaux, que ne lèvera pas la seule évidence rationnelle du “nous” qui les transcende. *L’idée de l’humanité* demeure antinomique. Elle ne se laisse appréhender comme “sujet-objet” de l’histoire et de la politique que sous la forme d’une insistante aporie, que la crise actuelle redessine et accentue dramatiquement, et à laquelle nous devons faire face.

## **Bibliographie**

- Albert E., Charrel M. (2020), Dettes publiques: la lourde facture de la crise due au coronavirus, *Le Monde*, 28 avril, [https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/04/28/dettes-publiques-la-lourde-facture-de-la-crise-due-au-coronavirus\\_6037942\\_3234.html](https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/04/28/dettes-publiques-la-lourde-facture-de-la-crise-due-au-coronavirus_6037942_3234.html) [11 aout 2022].
- Awazu Pereira da Silva L. (2020), Green Swan 2 – Climate change and Covid-19: reflections on efficiency versus resilience, *Bank for International Settlements*, 13 mai, <https://www.bis.org/speeches/sp200514.pdf> [11 aout 2022].

- Bachet J. (2020), Qu'est-ce qu'il nous arrive? Beaucoup de questions et quelques perspectives par temps de coronavirus, *Lundimatin*#238, 13 avril, <https://lundi.am/Qu-est-ce-qu-il-nous-arrive-par-Jerome-Baschet> [11 aout 2022].
- Balibar E. (2020), *L'État, le Public, le Commun: trois notions à l'épreuve de la crise sanitaire*, in Jacquemain P. (dir.), *Dessine-moi un pangolin*, Vauvert: Editions Le Diable Vauvert.
- Bhan G *et al.* (2020), The pandemic, southern urbanisms and collective life, *Society and Space*, 3 aout, <https://www.societyandspace.org/articles/the-pandemic-southern-urbanisms-and-collective-life> [11 aout 2022].
- Canard B. (2020), Témoignage, *Sauvons l'Université*, 15 mars, <http://www.sauvonsluniversite.com/spip.php?article8685> [11 aout 2022].
- Charles S., Dallery Th., Marie J. (2020), Covid-19: choc d'offre ou choc de demande? ... Raté ! Les deux !, *La Tribune*, 30 mars.
- Chemillier-Gendreau M. (2020), *Pour un Conseil mondial de la Résistance*, Paris: Editions Textuel.
- Cooper M. (2017), *Family Values. Between Neoliberalism and the New Social Conservatism*, New York: Zone Books.
- Cordonnier L. (2020), Qui va payer la dette publique?, *Le Monde diplomatique*, mai 2020, <https://www.monde-diplomatique.fr/2020/05/CORDONNIER/61746> [11 aout 2022].
- De Brunhoff S. (1979), *Les rapports d'argent*, Grenoble: Maspero-Presses Universitaires de Grenoble.
- Fassin D. (2020), interview par Joseph Confavreux, *Mediapart*, 20 mars, <https://www.mediapart.fr/journal/culture-idees/220320/didier-fassin-ce-n-est-pas-d-en-haut-qu-il-faut-esperer-du-changement?onglet=full> [11 aout 2022].
- Guibert B. (2020), La crise totale induite par la pandémie du Covid-19, *Mediapart*, 30 mars, <https://blogs.mediapart.fr/bernard-guibert/blog/300320/la-crise-totale-induite-par-la-pandemie-du-covid-19> [11 aout 2022].
- Harcourt B. (2018), *The Counterrevolution: How Our Government Went to War Against Its Own Citizens*, New York: Basic Books.
- Harvey D. (2017), *Marx, Capital and the Madness of Economic Reason*, London: Profile Books.
- (2020), Covid-19: où va le capitalisme? Une analyse marxiste, *Contretemps*, 7 avril.
- Husson M. (2020), Covid-19: la bourse ou la vie? Sur l'inanité de la science économique officielle, *Contretemps*, 25 avril.

- Lacan J. (1986), *Le Séminaire (VII): L'éthique de la psychanalyse (1959-1960)*, Paris: Editions du Seuil.
- Mérieau E. (2020), Le prisme orientaliste de la gestion du coronavirus par l'Occident, *AOC*, 6 juillet, <https://aoc.media/opinion/2020/07/05/le-prisme-orientaliste-de-la-gestion-du-coronavirus-par-loccident/> [11 aout 2022].
- Moulier-Boutang Y. (2020), Sidération Covid-19: l'économie suspendue et le tournant, *AOC*, 28 mai.
- Potte-Bonneville M. (2020), Covid-19: une crise biopolitique?, *AOC* 19.juin, <https://aoc.media/opinion/2020/06/18/covid-19-une-crise-biopolitique/> [11 aout 2022].
- Py O. (2020), La culture n'est pas un luxe mais un devoir impérieux, *Le Monde*, 4 juillet.
- Tirole J. (2020), Quatre scénarios pour payer la facture de la crise, *Les Échos*, Paris, 1er avril, <https://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/jean-tirole-quatre-scenarios-pour-payer-la-facture-de-la-crise-1191019> [11 aout 2022].
- Tooze A. (2020), Interview, *The Bridge*, 1er juin, <https://www.mercatus.org/bridge/podcasts/06012020/adam-tooze-dollar-dominance-eurozone-and-future-global-finance> [11 aout 2022].
- Zizek S. (2020), Dans la tempête virale, *Actes Sud*, juillet 2020.

